

## MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 89 — 781

28 MARS 1989. — Arrêté royal portant révision du plan particulier d'aménagement n° 26 « Quartier Nord », îlots 2, 3, 6, 7 et 8 de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1967 et 27 juillet 1984

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 47, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment l'article 63, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 22 décembre 1970 et du 28 juillet 1976;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu les arrêtés royaux des 12 février 1967 et 27 juillet 1984 approuvant et modifiant le plan particulier d'aménagement n° 26 « Quartier Nord », îlots 2, 3, 6, 7 et 8 de la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Vu la délibération du conseil communal du 22 février 1989 demandant la révision du plan précité;

Considérant que les motifs invoqués par la commune sont de nature à promouvoir un aménagement rationnel du quartier intéressé;

Vu la délibération conforme de Nos Ministre et Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Il y a lieu de réviser le plan particulier d'aménagement n° 26 « Quartier Nord », îlots 2, 3, 6, 7 et 8 de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1967 et 27 juillet 1984.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 28 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J.-L. THYS

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 89 — 782

20 AVRIL 1989. — Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises, notamment l'article 10, modifié par la loi du 21 février 1985;

Vu la proposition du Conseil de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises;

## MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 89 — 781

28 MAART 1989. — Koninklijk besluit houdende herziening van het bij koninklijke besluiten van 12 februari 1967 en 27 juli 1984 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg nr. 26 « Noordwijk », blokken 2, 3, 6, 7 en 8 van de gemeente Sint-Joost-ten-Node

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 47, § 1;

Gelet op de wet van 29 maart 1982 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, inzonderheid op artikel 63, § 1, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1970 en 28 juli 1976;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de koninklijke besluiten van 12 februari 1967 en 27 juli 1984 houdende goedkeuring en wijziging van het bijzonder plan van aanleg nr. 26 « Noordwijk », blokken 2, 3, 6, 7 en 8 van de gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Gelet op het besluit van 22 februari 1989 van de gemeenteraad waarbij wordt gevraagd om tot herziening van voornoemd plan over te gaan;

Overwegende dat de door de gemeente aangevoerde argumenten van die aard zijn dat de rationele aanleg van de betrokken wijk wordt bevorderd;

Gelet op de eensluidende beslissing van Onze Minister en Staatssecretarissen binnen de Executieve van het Brussels Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij koninklijke besluiten van 12 februari 1967 en 27 juli 1984 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg nr. 26 « Noordwijk », blokken 2, 3, 6, 7 en 8 van de gemeente Sint-Joost-ten-Node dient te worden herzien.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 28 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J.-L. THYS

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 89 — 782

20 APRIL 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd door de wet van 21 februari 1985;

Gelet op het voorstel van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et  
de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux réviseurs d'entreprises, aux stagiaires et aux réviseurs d'entreprises honoraires.

§ 2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> la loi : la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises;
- 2<sup>o</sup> l'Institut : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, créé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi;
- 3<sup>o</sup> le Conseil : le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, prévu par l'article 13 de la loi;
- 4<sup>o</sup> l'Assemblée générale : l'assemblée générale de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, prévue par l'article 11 de la loi;
- 5<sup>o</sup> le Conseil supérieur : le Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises, créé par l'article 101 de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises;
- 6<sup>o</sup> les sociétés : les sociétés de droit belge visées aux articles 4bis et 33, § 1<sup>er</sup>, de la loi, et les sociétés, personnes morales et associations de réviseurs de droit étranger, visées à l'article 4ter de la loi;
- 7<sup>o</sup> le tableau des membres : le tableau des membres visé à l'article 6, alinéa 2, de la loi;
- 8<sup>o</sup> les comptes annuels : l'inventaire des valeurs actives et passives de l'Institut et le relevé des recettes et dépenses de l'exercice arrêté, visés à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de la loi.

#### CHAPITRE II. — Des membres

**Art. 2, § 1<sup>er</sup>.** Toute personne physique qui remplit les conditions fixées par la loi et les règlements peut demander son admission ou sa réadmission à la qualité de membre par lettre recommandée adressée à l'Institut.

Cette lettre est accompagnée d'un dossier réunissant les pièces nécessaires pour juger les conditions d'admission. Les pièces détenues par l'Institut pour le besoin des procédures de stage sont jointes au dossier.

Le président du Conseil informe le président du tribunal de commerce compétent des demandes de prestation de serment et lui fait parvenir un extrait de la décision d'admission au serment.

Le candidat réviseur d'entreprises prête serment le jour et l'heure fixés par le président du tribunal.

Le greffier en chef du tribunal informe l'Institut des prestations de serment reçues et délivre à chaque intéressé un extrait du procès-verbal de l'audience.

Sur présentation d'un extrait du procès-verbal de la prestation de serment, le réviseur d'entreprises est inscrit comme membre au tableau des membres à partir du jour de sa prestation de serment.

§ 2. La qualité de membre de l'Institut est accordée aux personnes morales qui en font la demande par lettre recommandée adressée à l'Institut et accompagnée des pièces requises, à dater de la décision du Conseil qui constate que la société satisfait aux conditions d'inscription de l'arrêté royal du 15 mai 1985 portant exécution des dispositions transitoires insérées par la loi du 21 février 1985 dans la loi du 22 juillet 1953 créant l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

§ 3. Lorsque le Conseil constate que le demandeur ne remplit pas les conditions requises pour l'inscription au tableau, il lui notifie sa décision motivée par lettre recommandée. L'intéressé dispose d'un délai de trente jours à compter de cette notification pour introduire par lettre recommandée un recours auprès de la Commission d'Appel. L'article 21 de la loi s'applique.

**Art. 3.** Le Conseil de l'Institut tient à jour un registre dans lequel sont mentionnés pour chaque membre : son numéro d'ordre, la date de son inscription, ses nom, prénoms et domicile, le cas échéant le siège de son activité professionnelle, la langue dans laquelle le serment a été prêté en premier lieu ou, s'il a été prêté en allemand, le groupe linguistique auquel il souhaite appartenir, éventuellement la qualité d'employé d'un autre réviseur d'entreprises ou de membre d'une société ou association constituée conformément à l'article 8 de la loi.

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat;  
Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en  
Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1, § 1.** Dit besluit is van toepassing op de bedrijfsrevisoren, de stagiairs en de erebedrijfsrevisoren.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

- 1<sup>o</sup> de wet : de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren;
- 2<sup>o</sup> het Instituut : het Instituut der Bedrijfsrevisoren, opgericht bij artikel 1 van de wet;
- 3<sup>o</sup> de Raad : de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, bepaald in artikel 13 van de wet;
- 4<sup>o</sup> de algemene vergadering : de algemene vergadering van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, bepaald in artikel 11 van de wet;
- 5<sup>o</sup> de Hoge Raad : de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat, opgericht bij artikel 101 van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;
- 6<sup>o</sup> de vennootschappen : de vennootschappen naar Belgisch recht bedoeld in de artikelen 4bis en 33, § 1, van de wet, en de vennootschappen, rechtspersonen en verenigingen van revisoren naar buitenlands recht, bedoeld in artikel 4ter van de wet;
- 7<sup>o</sup> de ledenlijst : de ledenlijst bedoeld in artikel 6, tweede lid, van de wet;
- 8<sup>o</sup> de jaarrekening : de inventaris der activa en passiva van het Instituut en de lijst van de ontvangsten en uitgaven van het afgesloten dienstjaar bedoeld in artikel 26, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet.

#### HOOFDSTUK II. — De leden

**Art. 2, § 1.** Ieder natuurlijk persoon, die de voorwaarden door de wet en de reglementen gesteld, vervult, kan door middel van een aangetekende brief gericht aan het Instituut om de toelating of de weertoeating verzoeken.

Bij deze brief is een dossier gevoegd met de stukken vereist om de toelatingseisen te beoordelen. De stukken in het bezit van het Instituut in het kader van de stageprocedure, worden bij het dossier gevoegd.

De voorzitter van de Raad geeft de voorzitter van de bevoegde rechtbank van koophandel kennis van de aanvragen tot eedaflegging en laat hem een uittreksel van het besluit van toelating tot de eedaflegging toekomen.

De kandidaat-bedrijfsrevisor legt zijn eed af op dag en uur bepaald door de voorzitter van de rechtbank.

De hoofdgreffier van de rechtbank brengt het Instituut op de hoogte van de gedane eedafleggingen en levert aan elke betrokkene een uittreksel van het proces-verbaal der zitting af.

Op de voorlegging van een uittreksel van het proces-verbaal van de eedaflegging, wordt de bedrijfsrevisor met ingang van de dag van de eedaflegging als lid ingeschreven op de ledenlijst.

§ 2. De hoedanigheid van lid van het Instituut wordt toegekend aan de rechtspersonen, die bij aangetekende brief, voorzien van de nodige stukken, het verzoek tot het Instituut richten, vanaf de datum van de beslissing van de Raad die vaststelt dat de vennootschap voldoet aan de inschrijvingsvoorwaarden van het koninklijk besluit van 15 mei 1985 tot uitvoering van de overgangsbepalingen in de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985.

§ 3. Wanneer de Raad vaststelt dat de verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden vereist voor de inschrijving op de ledenlijst, deelt hij zijn gemotiveerde beslissing mee bij aangetekend schrijven. De belanghebbende beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf deze betekening om bij aangetekend schrijven beroep in te dienen bij de Commissie van beroep. Het bepaalde in artikel 21 van de wet is van overeenkomstige toepassing.

**Art. 3.** De Raad van het Instituut houdt een register bij waarin voor ieder lid worden vermeld : rangnummer, datum van inschrijving, naam, voornamen en woonplaats, plaats en datum van geboorte, in voorkomend geval de zetel van zijn beroepswerkzaamheid, de taal waarin de eed voor het eerst is afgelegd of, indien deze in het Duits is afgelegd, de taalgroep waartoe hij wenst te behoren en eventueel de hoedanigheid van werknemer bij een andere bedrijfsrevisor, of van een lid van een vennootschap of een vereniging opgericht overeenkomstig artikel 8 van de wet.

Le registre des membres comprend une partie distincte dans laquelle sont mentionnées les sociétés civiles de réviseurs, ainsi que les sociétés visées à l'article 4<sup>ter</sup> de la loi, avec mention pour chaque société du numéro d'ordre, de la date de son inscription, de la dénomination ou de la raison sociale de la société, de la forme juridique, de la date de constitution, du siège social, de la liste des associés, de la liste des établissements et des autres données nécessaires à l'Institut pour lui permettre de contrôler l'application des dispositions légales et réglementaires.

Il est fait mention au registre, à côté de l'inscription, des changements survenus dans la situation du membre en application de la loi et des règlements ainsi que des sanctions disciplinaires qui lui ont été infligées.

Le registre est destiné à usage interne.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions de l'article 6, alinéa 2, de la loi, le tableau des membres est arrêté chaque année, dans l'ordre alphabétique, par le Conseil, qui le communique aux membres et le fait publier au *Moniteur belge*. Le tableau est adressé gratuitement à toute personne qui en fait la demande.

Le tableau des membres contient les indications suivantes en ce qui concerne les personnes physiques :

- le numéro d'ordre et l'inscription au registre;
- les nom, prénoms et domicile;
- la date de la prestation de serment;
- la langue dans laquelle le serment a été prêté en premier lieu ou, s'il a été prêté en allemand, le groupe linguistique auquel l'intéressé souhaite appartenir;
- le lieu d'exercice de l'activité professionnelle;
- la dénomination ou la raison sociale de la société ou de l'association, dont l'intéressé fait partie, avec mention de la fonction qu'il y revêt;
- la qualité d'employé d'un autre réviseur.

Le tableau des membres contient les indications suivantes en ce qui concerne les sociétés :

- le numéro d'ordre de l'inscription au registre;
- la dénomination ou la raison sociale de la société;
- la date de l'admission comme membre;
- la forme juridique de la société;
- le siège social;
- l'adresse des établissements où elle exerce l'activité de réviseur d'entreprises;
- les noms, prénoms des associés, ayant la qualité de réviseur d'entreprises.

§ 2. Les modifications apportées au tableau des membres au cours du premier semestre de l'année sont publiées par le Conseil au *Moniteur belge* au cours du second semestre.

§ 3. Le Conseil établit la liste des stagiaires. Toute personne peut en prendre connaissance au siège de l'Institut.

§ 4. La suspension d'un membre ou d'un stagiaire entraîne, pour la durée de la suspension, la radiation temporaire du tableau des membres ou de la liste des stagiaires.

§ 5. Outre les mentions figurant au tableau des membres, toute personne intéressée peut consulter au siège de l'Institut le dossier de la société civile de réviseurs comportant ces mêmes mentions ainsi que :

- les noms et adresses des actionnaires, associés ou membres de la société de revision;
- les noms et adresses des membres de l'organe d'administration ou de direction de la société de revision;
- la date de l'admission comme membre.

**Art. 5. § 1.** Sans préjudice des articles 4<sup>quater</sup> et 13, alinéa 3, de la loi, la qualité de membre est retirée par le Conseil par décision motivée, l'intéressé, entendu ou, à tout le moins, dûment convoqué.

Un recours peut être formé contre cette décision devant la commission d'appel. Le recours est introduit par lettre recommandée adressée à la commission d'appel dans les trente jours de la notification de la décision du Conseil. L'article 21 de la loi s'applique.

§ 2. La radiation pour motifs disciplinaires qui est devenue définitive, entraîne de plein droit la perte de la qualité de membre.

§ 3. Le membre qui, à la suite d'une condamnation ou autre mesure, se trouve dans l'impossibilité d'exercer sa profession, peut être suspendu par le Conseil, dans l'intérêt de la profession, pour la durée de la mesure.

Het register der leden bevat een afzonderlijk deel waarin de burgerlijke vennootschappen van revisoren evenals de vennootschappen vermeld in artikel 4<sup>ter</sup> van de wet ingeschreven worden met vermelding voor iedere vennootschap van het rangnummer, van de datum van inschrijving, de firma of de naam van de vennootschap, de rechtsvorm, de datum van de oprichting, de lijst van de vennoten, de lijst van hun vestigingen en de andere gegevens die nodig zijn om het Instituut in staat te stellen toezicht te houden op de naleving van de wets- en reglementsbepalingen.

In het register wordt, tegenover de inschrijving, melding gemaakt van de wijzigingen die met toepassing van de wet en de reglementen zijn opgetreden in de toestand van het lid, evenals van de tuchtstraffen die het zijn opgelegd.

Het register is bestemd voor intern gebruik.

**Art. 4. § 1.** Onverminderd het bepaalde in artikel 6, tweede lid, van de wet wordt de ledenlijst door de Raad jaarlijks in alfabetische volgorde vastgesteld, meegedeeld aan de leden en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De ledenlijst wordt kosteloos toegestuurd aan wie om de mededeling ervan verzoekt.

De ledenlijst bevat de volgende gegevens omtrent de natuurlijke personen :

- het volgnummer van de inschrijving in het register;
- de naam, voornamen en woonplaats;
- de datum van de eedaflegging;
- de taal waarin de eed het eerst is afgelegd of, indien deze in het Duits is afgelegd, de taalgroep waartoe hij wenst te behoren;
- de plaats van de uitoefening van de beroepswerkzaamheid;
- de firma of de naam van de vennootschap of van de vereniging, waarvan hij deel uitmaakt, met vermelding van de functies die hij daarin bekleedt;
- de hoedanigheid van werknemer bij een andere bedrijfsrevisor.

De ledenlijst bevat de volgende gegevens omtrent de vennootschappen :

- het volgnummer van de inschrijving in het register;
- de firma of de naam van de vennootschap;
- de datum van de toelating als lid;
- de rechtsvorm van de vennootschap;
- de zetel van de vennootschap;
- het adres van de vestigingen waar zij het bedrijf van bedrijfsrevisor uitoefent;
- de namen, voornamen van de vennoten die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben.

§ 2. De verwijzingen die in de loop van het eerste semester van het jaar aan de ledenlijst worden aangebracht, worden door de Raad in de loop van het tweede semester in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. De Raad stelt de lijst van de stagiairs vast. Eenieder kan hiervan kennis nemen op de zetel van het Instituut.

§ 4. De schorsing van een lid of van een stagiair brengt voor de duur van de schorsing, tijdelijke schrapping van de ledenlijst of van de lijst van de stagiairs mee.

§ 5. Naast de gegevens in het register der leden, kan iedere belanghebbende op de zetel van het Instituut het dossier van de burgerlijke vennootschappen van revisoren raadplegen, waarin dezelfde gegevens zijn opgenomen evenals :

- de naam en het adres van de aandeelhouders, vennoten of leden van de vennootschap;
- de naam en het adres van de leden van de bestuurs- of directieorganen van de vennootschap;
- de datum van de toelating als lid.

**Art. 5. § 1.** Overeenkomstig de artikelen 4<sup>quater</sup> en 13, derde lid, van de wet, wordt het lidmaatschap door de Raad bij een met redenen omkleed besluit ingetrokken, de betrokkene gehoord, minstens behoorlijk opgeroepen.

Tegen die beslissing kan een beroep worden ingesteld bij de commissie van beroep. Het beroep wordt binnen de dertig dagen na de betekening van de beslissing van de Raad bij aangetekend schrijven ingediend bij de commissie van beroep. Het bepaalde in artikel 21 van de wet is van overeenkomstige toepassing.

§ 2. De schrapping om tuchtredekenen die definitief is geworden, brengt van rechtswege het verlies van het lidmaatschap mee.

§ 3. Het lid dat ten gevolge van een veroordeling of andere maatregel in de onmogelijkheid verkeert zijn beroep uit te oefenen, kan voor de duur van de maatregel in het belang van het beroep door de Raad worden geschorst.

§ 4. Le membre démissionnaire perd la qualité de membre à partir du jour où le Conseil notifie au membre que sa démission est acceptée.

Pour être valable, la démission doit être présentée au Conseil par lettre recommandée à la poste et contenir la déclaration que le membre démissionnaire a mené à bien toutes les missions dont il avait été chargé comme réviseur d'entreprises ou qu'il les a confiées à un autre réviseur d'entreprises. Le Conseil prend, au plus tard dans les deux mois de l'envoi de la lettre, une décision relative à l'acceptation ou au refus de la démission.

Art. 6. Toute personne physique démissionnaire peut solliciter du Conseil sa réinscription au tableau, pourvu qu'il remplisse les conditions prévues à l'article 4, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de la loi, à la date de sa demande.

La demande est adressée par lettre recommandée adressée à l'Institut. Elle est accompagnée d'un dossier justifiant que les conditions requises pour l'obtention de la qualité de membre sont réunies. Le dossier doit comprendre un *curriculum vitae* retraçant les activités professionnelles du candidat depuis sa démission ainsi qu'une note justifiant que le candidat a poursuivi sa formation de manière permanente.

Lorsque la demande est formulée plus de cinq années après la démission, le demandeur doit présenter une épreuve organisée conformément à l'article 38 de l'arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats-réviseurs d'entreprises et jugée par un jury composé de membres du Conseil. L'article 2, § 3 du présent arrêté s'applique en cas de rejet de la demande par le Conseil.

La personne morale qui a perdu la qualité de membre pour des motifs autres que disciplinaires peut demander à tout moment sa réinscription au tableau des membres conformément à l'article 2, § 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 7. Les membres paient chaque année :

a) une cotisation fixe dont le montant ne peut être inférieur à F 20 000, ni supérieur à F 100 000; cette cotisation n'est due que par les réviseurs personnes physiques;

b) une cotisation complémentaire variable représentant au maximum deux pourcents des honoraires bruts perçus à l'occasion de l'exercice des missions visées à l'article 3 de la loi et des autres missions compatibles avec la profession de réviseur d'entreprises sauf celles qui sont autorisées par les articles 7bis et 15 de la loi.

L'assemblée générale arrête le montant de la cotisation fixe, ainsi que le pourcentage et la base de calcul de la cotisation variable.

Les cotisations sont payables dans le mois de l'appel adressé par le trésorier.

Le Conseil établit les modalités de la perception des cotisations fixe et variable.

Les nouveaux membres paient leurs premiers cotisations fixes calculées prorata temporis par trimestre entier restant à courir depuis leur inscription au tableau jusqu'à la fin de l'année.

Pour les nouveaux membres qui ont accompli le stage, la cotisation fixe est réduite de moitié pour la période comprise entre l'inscription et la fin de la troisième année suivant la sortie de stage. Cette disposition n'est pas applicable aux nouveaux membres qui bénéficient d'une dispense ou d'une réduction de stage.

Le Conseil peut, par décision motivée, accorder une réduction des cotisations au membre qui a atteint l'âge de 65 ans au moins et qui apporte la preuve qu'il a réduit son activité professionnelle de façon significative. La demande de réduction doit être dûment justifiée.

Le membre démissionnaire est tenu de payer les cotisations pour le semestre au cours duquel il démissionne.

Art. 8. Le Conseil peut accorder le titre de réviseur d'entreprises honoraire aux membres qui ont démissionné après avoir exercé la profession avec dignité, probité et délicatesse pendant dix ans au moins et qui n'exercent pas une autre profession susceptible de créer une confusion avec les activités d'un réviseur d'entreprises.

La liste des réviseurs d'entreprises honoraires est insérée à la suite du tableau des membres.

En cas de manquement aux règles de dignité, probité et délicatesse ou aux conditions de l'octroi du titre de réviseur d'entreprises honoraire, l'autorisation de porter le titre honorifique peut être retirée en tout temps par la commission de discipline. L'article 20, § 3, de la loi est d'application.

§ 4. Het lid dat ontslag neemt, verliest het lidmaatschap met ingang van de dag waarop de Raad het lid ervan in kennis stelt dat het ontslag is aanvaard.

Om geldig te zijn moet het ontslag bij de Raad worden ingediend bij een ter post aangetekende brief en de verklaring bevatten dat de ontslagnemer alle opdrachten, waarmee hij als bedrijfsrevisor werd belast, tot een goed einde heeft gebracht of aan een andere bedrijfsrevisor heeft toevertrouwd. De Raad neemt, ten laatste twee maanden na het toezenden van de brief, een besluit over de aanvaarding of de weigering van het ontslag.

Art. 6. Ieder ontslagnemend natuurlijk persoon kan de Raad om zijn wederinschrijving op de ledenlijst verzoeken op voorwaarde dat hij de in artikel 4, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, der wet voorgeschreven voorwaarden vervult op de datum van aanvraag.

Het verzoek wordt bij aangetekende brief aan het Instituut gericht. Daarbij wordt een dossier gevoegd waaruit blijkt dat de voorwaarden vereist voor het bekomen van de hoedanigheid van lid verenigd zijn. Het dossier moet een *curriculum vitae* bevatten waarin de beroepsactiviteit van de kandidaat sinds zijn ontslag wordt opgenomen evenals een nota waaruit blijkt dat hij zijn vorming op permanente wijze heeft voortgezet.

Wanneer het verzoek wordt gedaan nadat meer dan vijf jaar verstreken zijn sinds het ontslag, moet de verzoeker een proef afleggen, ingericht in overeenstemming met artikel 38 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1987 betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren en wordt hij beoordeeld door een jury, samengesteld uit leden van de Raad. Het bepaalde in artikel 2, § 3 van dit besluit is van toepassing indien de raad het verzoek verwierpt.

De rechtspersoon die de hoedanigheid van lid heeft verloren om andere redenen dan tuchtrechtelijke kan op ieder moment om wedertoeelating op de ledenlijst verzoeken in overeenstemming met artikel 2, § 2 en 3 van onderhavig besluit.

Art. 7. De leden betalen elk jaar :

a) een vaste bijdrage waarvan het bedrag niet lager mag zijn dan F 20 000, noch hoger dan F 100 000; enkel de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen zijn deze bijdrage verschuldigd;

b) een veranderlijke bijdrage, die ten hoogste twee procent bedraagt van de bruto-erelonen geïnd in uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 3 van de wet en de andere met het beroep verenigbare opdrachten met uitsluiting van deze die toegelaten worden door artikel 7bis en 15 van de wet.

De algemene vergadering bepaalt het bedrag van de vaste bijdrage, alsmede het percentage en de berekeningsbasis van de veranderlijke bijdrage.

De bijdragen moeten betaald worden binnen één maand, na het door de penningmeester toegezonden verzoek.

De Raad bepaalt de modaliteiten van de inning van de vaste en de veranderlijke bijdrage.

De nieuwe leden betalen hun eerste vaste bijdrage berekend prorata temporis per geheel kwartaal, dat tussen hun inschrijving op de lijst en het einde van het jaar is begrepen.

Voor de nieuwe leden die de stage hebben volbracht, wordt de vast bijdrage tot de helft vermindert voor de periode tussen de inschrijving en het einde van het derde jaar volgend op het beëindigen van de stage. Die bepaling is niet van toepassing op de nieuwe leden aan wie vrijstelling of vermindering van stage is toegestaan.

De Raad kan bij een met redenen omklede beslissing, een vermindering van de bijdragen toestaan aan het lid dat ten minste 65 jaar oud is en bewijst dat het zijn beroepsactiviteit op beduidende wijze heeft vermindert. De aanvraag om vermindering moet behoorlijk verantwoord zijn.

Het lid dat ontslag neemt, is de bijdragen verschuldigd voor het half jaar waarin het ontslag neemt.

Art. 8. De Raad kan de titel van erebedrijfsrevisor toekennen aan leden die ontslag namen na gedurende tenminste tien jaar het beroep met waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid te hebben uitgeoefend en niet actief zijn in een ander beroep dat verwarring zou kunnen scheppen met de activiteiten van een bedrijfsrevisor.

De lijst van de erebedrijfsrevisoren wordt ingevoegd na de lijst van de leden van het Instituut.

Bij niet naleving van de regels van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid of bij niet-voldoening aan de voorwaarden van toekenning van de titel van erebedrijfsrevisor, kan de tuchtcommissie de toestemming tot het voeren van de eretitel intrekken. Het bepaalde in artikel 20, § 3, van de wet is van overeenkomstige toepassing.

## CHAPITRE III. — Des assemblées générales

**Art. 9.** L'assemblée générale de l'Institut est composée de tous les membres.

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année un samedi de la seconde moitié du mois d'avril. La convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée.

**Art. 10.** Sans préjudice de l'article 11, alinéa 4, de la loi, les procurations pour l'assemblée générale doivent, pour qu'elles soient valables, être adressées à l'Institut sous pli recommandé à la poste au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale ou être déposées au siège de l'Institut contre accusé de réception, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'assemblée.

**Art. 11.** Le vote du budget porte nécessairement sur l'ensemble de celui-ci et emporte fixation des cotisations aux montants qui ont été pris en considération pour l'établissement du budget des recettes.

Dans les limites du budget des recettes et dépenses approuvé d'un exercice, le Conseil est autorisé à percevoir les recettes de cotisations et à engager les dépenses durant les six premiers mois de l'exercice suivant.

Si les comptes ou le budget ne sont pas approuvés, le Conseil peut différer l'assemblée générale de deux mois au plus.

**Art. 12.** Par application des articles 13, 21 et 26 de la loi, l'assemblée procède à l'élection :

- a) du président;
- b) du vice-président;
- c) des membres du Conseil;
- d) des commissaires chargés de la vérification des comptes du nouvel exercice;
- e) les réviseurs d'entreprises qui siègent à la commission d'appel.

Le président du Conseil de l'Institut porte le titre de président de l'Institut.

Les nouveaux titulaires entrent en fonction immédiatement après l'assemblée générale qui les a désignés.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président et à défaut par le membre le plus âgé du Conseil.

**Art. 13.** L'assemblée générale convoquée conformément à l'article 12, alinéa 3, de la loi à la demande d'au moins un cinquième des membres, doit se tenir au plus tard deux mois après la date de la réception de la demande.

Les convocations aux assemblées générales extraordinaires sont adressées quatorze jours au moins avant la réunion; elles mentionnent l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée.

**Art. 14.** L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Elle est présidée par le président de l'Institut. Si celui-ci est absent ou se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, elle est présidée par le vice-président ou par le doyen d'âge de l'assemblée.

A toute assemblée, il est procédé, sur proposition du président, à la désignation de deux scrutateurs au moins et de dix au plus; ceux-ci ne peuvent être désignés parmi les membres du Conseil, ni parmi les candidats à des mandats que l'assemblée est appelée à pourvoir.

**Art. 15.** Les décisions de l'assemblée générale sont consignées, en même temps qu'un bref compte rendu des débats, dans un procès-verbal signé conjointement par le président, les secrétaires et les scrutateurs; copie de ce procès-verbal est communiquée à tous les membres et stagiaires de l'Institut dans un délai de deux mois.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont conservés au siège de l'Institut.

Le président de l'Institut décide la délivrance des extraits destinés à des personnes qui ne sont pas membres de l'Institut et les signe.

**Art. 16.** Les décisions de l'assemblée générale sont prises par vote à main levée, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Le vote a lieu au scrutin secret lorsqu'il concerne des élections ou d'autres décisions ayant trait à des personnes ou lorsque dix membres présents au moins le demandent.

**Art. 17.** Lorsqu'une assemblée générale est appelée à procéder à des élections, le président de l'Institut en avise les membres deux mois au moins avant la réunion en mentionnant les mandats vacants. Pour être recevables, les candidatures doivent parvenir au président de l'Institut au plus tard un mois avant la réunion, la date de la poste faisant foi, et elles doivent être appuyées par dix membres au moins.

## HOOFDSTUK III. — Algemene vergadering

**Art. 9.** De algemene vergadering van het Instituut bestaat uit alle leden.

De gewone algemene vergadering komt jaarlijks bijeen op een zaterdag van de tweede helft van de maand april. De oproeping vermeldt de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering.

**Art. 10.** Onverminderd het bepaalde in artikel 11, vierde lid, van de wet, moeten de volmachten voor de algemene vergadering, om geldig te zijn, aan het Instituut worden toegezonden bij een ter post aangetekende brief, ten minste vijf dagen vóór de datum van de algemene vergadering dan wel op de zetel van het Instituut worden afgegeven tegen ontvangstbewijs, uiterlijk op de laatste werkdag vóór de vergadering.

**Art. 11.** De stemming over de begroting slaat noodzakelijk op de gehele begroting en brengt mede dat de bijdrage is bepaald op de bedragen die in aanmerking werden genomen voor de opstelling van de begroting der ontvangsten.

Binnen de perken van de goedgekeurde ontvangsten- en uitgavenbegroting van een dienstjaar, is de Raad ertoe gemachtigd om gedurende de eerste zes maanden van het volgend dienstjaar, de ontvangsten uit bijdragen te innen en de uitgaven vast te leggen.

Indien de rekening of de begroting niet wordt goedgekeurd, kan de Raad de algemene vergadering ten hoogste twee maanden uitstellen.

**Art. 12.** Met toepassing van de artikelen 13, 21 en 26 der wet kiest de vergadering :

- a) de voorzitter;
- b) de ondervoorzitter;
- c) de leden van de Raad;
- d) de commissaris belast met het nazicht der rekeningen over het nieuwe dienstjaar;
- e) de bedrijfsrevisoren die zetelen in de commissie van beroep.

De voorzitter van de Raad van het Instituut voert de titel van voorzitter van het Instituut.

De nieuwe titularissen treden onmiddellijk in functie na de algemene vergadering die hen heeft aangeduid.

Ingeval de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt zijn ambt door de ondervoorzitter waargenomen of, bij gebreke, door het oudste lid van de Raad.

**Art. 13.** De algemene vergadering, overeenkomstig artikel 12, derde lid, van de wet samengeroepen op aanvraag van ten minste één vijfde der leden, moet ten laatste twee maanden na de datum van de ontvangst van de aanvraag gehouden worden.

De oproepingen tot de buitengewone algemene vergaderingen worden ten minste veertien dagen vóór de vergadering verzonden; zij vermelden het uur, de plaats en de agenda van de vergadering.

**Art. 14.** De algemene vergadering kan enkel over de op de agenda vermelde onderwerpen geldig beraadslagen.

Zij wordt voorgezeten door de voorzitter van het Instituut. Indien deze afwezig of in de onmogelijkheid is zijn ambt waar te nemen, wordt zij voorgezeten door de ondervoorzitter of door het oudste lid van de vergadering.

Op elke vergadering worden op voorstel van de voorzitter ten minste twee en ten hoogste tien stemopnemers aangewezen die niet mogen worden gekozen uit de raadsleden of uit de kandidaten voor mandaten waarin de vergadering moet voorzien.

**Art. 15.** De besluiten van de algemene vergadering worden samen met een bondig verslag van de besprekingen, opgenomen in de notulen, die de voorzitter, de secretarissen en de stemopnemers gezamenlijk ondertekenen; een afschrift van deze notulen wordt aan alle leden en stagiairs medegegeerd binnen een termijn van twee maanden.

De notulen van de algemene vergaderingen worden bewaard op de zetel van het Instituut.

De voorzitter van het Instituut beslist over de uitreiking van uittreksels welke voor niet-leden bestemd zijn en ondertekent ze.

**Art. 16.** De besluiten van de algemene vergadering worden bij handopsteken genomen, tenzij de vergadering anders beschikt.

De stemming is geheim wanneer zij verkiezingen of andere besluiten over personen betreft of wanneer ten minste tien aanwezige leden erom verzoeken.

**Art. 17.** Wanneer een algemene vergadering tot verkiezingen moet overgaan, brengt de voorzitter van het Instituut de leden hiervan ten minste twee maanden vóór de bijeenkomst op de hoogte met vermelding van de te begeven mandaten. Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidaturen uiterlijk één maand vóór de vergadering bij de voorzitter van het Instituut toekomen en door ten minste tien leden gesteund worden. De postdatum geldt als bewijs.

Ne sont pas éligibles :

1° les membres qui, à la date de la réunion de l'assemblée générale, exercent la profession depuis moins de cinq ans;

2° ceux qui, à la même date, sont en défaut de paiement de cotisation;

3° ceux qui, ayant été condamnés à une peine de suspension soit par la commission de discipline, soit par la commission d'appel sont l'objet d'une procédure disciplinaire pendant respectivement devant la commission d'appel ou la Cour de Cassation au moment des élections;

4° ceux qui, depuis moins de trois ans à la date de la réunion de l'assemblée générale, ont été l'objet d'une réprimande ou ceux qui, depuis moins de cinq ans ont été l'objet d'une peine de suspension inférieure à six mois, et ceux qui, depuis moins de dix ans, ont été frappés d'une peine de suspension de six mois au moins; le délai commence à courir à dater du moment où la sentence est devenue définitive.

Si le nombre des candidats présentés régulièrement est inférieur au double des mandats à conférer, le Conseil peut d'initiative présenter d'autres candidats.

Si le nombre des candidats présentés est égal au nombre de mandats à conférer et si le Conseil ne fait pas usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, ces candidats sont proclamés élus par l'assemblée générale sans autre formalité.

Les mandats sont conférés à la majorité des membres présents ou représentés. Si, après le deuxième tour de scrutin, la majorité requise n'a pas été atteinte, il est organisé un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix. S'il y a partage des voix, priorité à la participation au scrutin de ballottage est donnée au membre le plus ancien dans l'ordre des inscriptions au tableau des membres.

Est élu à la suite du scrutin de ballottage, celui qui a recueilli le plus grand nombre de voix. S'il y a partage des voix au troisième tour, le candidat le plus âgé a la priorité.

#### CHAPITRE IV. — Du Conseil

**Art. 18.** Le Conseil assure le fonctionnement et la représentation de l'Institut dans les actes juridiques et en justice. Il a en particulier pour mission :

1° de proposer aux Ministres compétents après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises, les propositions de règlements ou de modifications à ces règlements et de donner les avis prévus par la loi;

2° sans préjudice de l'article 28 de la loi, de vérifier et d'établir si le candidat reviseur d'entreprises satisfait aux conditions prévues aux articles 4, 1° à 5°, 4 bis et 4 ter de la loi, le cas échéant de l'admettre comme membre;

3° de surveiller l'établissement et la mise à jour du registre et du tableau des membres selon les règles établies aux articles 3 et 4 du présent règlement;

4° d'assurer la publication avant le 31 mars du tableau des membres de l'Institut arrêté au 31 décembre précédent;

5° d'octroyer le titre de reviseur d'entreprises honoraire aux membres démissionnaires qui remplissent les conditions fixées par l'article 8;

6° d'octroyer ou de retirer l'autorisation de constituer une société ou une association entre des reviseurs d'entreprises et des personnes qui ne possèdent pas cette qualité ou qui possèdent ou non dans un état étranger une qualité reconnue équivalente par le Roi à celle de reviseur d'entreprises;

7° de procéder à l'admission des stagiaires et de veiller à la stricte observation des dispositions légales et réglementaires relatives au stage;

8° de fixer et percevoir chaque année l'indemnité pour frais d'instruction du dossier relatif à l'admission au stage ainsi que la participation du candidat aux frais de l'examen d'admission et de l'examen d'aptitude;

9° de fixer, après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur, les normes de révision usuelles pour l'exécution des missions visées à l'article 3, de la loi;

10° de communiquer au Conseil supérieur toute décision à portée générale qu'il prend, sans préjudice des dispositions de l'article 101, § 1er, alinéa 3, de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat;

11° d'établir et de contrôler les modalités et les conditions de rémunération des membres;

12° d'approuver les contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile des membres;

Niet verkiesbaar zijn :

1° de leden, die op de datum van de bijeenkomst der algemene vergadering het beroep sedert minder dan vijf jaar uitoefenen;

2° zij die op dezelfde datum hun bijdragen niet betaald hebben;

3° zij die, na veroordeling hetzij door de tuchtcommissie hetzij door de commissie van beroep tot de straf van de schorsing, op het tijdstip der verkiezingen het voorwerp uitmaken van een tuchtprocedure die aanhangig is respectievelijk voor de commissie van beroep of het Hof van Cassatie;

4° zij die, minder dan drie jaar vóór de datum van de bijeenkomst der algemene vergadering, het voorwerp hebben uitgemaakt van een berisping of zij die sedert minder dan vijf jaar een schorsing van minder dan zes maand en zij die, sedert minder dan tien jaar, een schorsing van ten minste zes maand hebben opgelopen; de termijn begint te lopen vanaf het tijdstip dat de beslissing definitief geworden is.

Indien het aantal regelmatig voorgestelde kandidaten lager ligt dan het dubbel van het aantal te begeven mandaten, kan de Raad op eigen initiatief kandidaten voordragen.

Indien het aantal voorgedragen kandidaten gelijk is aan het aantal te begeven mandaten en indien de Raad geen gebruik maakt van de in het vorige lid bepaalde mogelijkheid, worden deze kandidaten, zonder andere vormvereisten door de algemene vergadering als verkozen verklaard.

De mandaten worden toegekend bij meerderheid der aanwezige of vertegenwoordigde leden. Indien na de tweede stembede de vereiste meerderheid niet wordt bereikt, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen. Bij staking van stemmen wordt de deelneming aan de herstemming bepaald met voorrang van het lid dat het langst op de ledenlijst ingeschreven is.

Bij de herstemming is benoemd, hij die de meeste stemmen heeft bekomen. Bij staking van stemmen bij de derde stembeurt krijgt de oudste kandidaat de voorkeur.

#### HOOFDSTUK IV. — De Raad

**Art. 18.** De Raad staat in voor de werking en voor de vertegenwoordiging van het Instituut in rechtshandelingen en in rechte. Hij heeft in het bijzonder tot opdracht :

1° aan de bevoegde Minister, na advies of op voorstel van de Hoge Raad, de voorstellen van reglementen of wijzigingen van reglementen voor te leggen en de bij de wet voorgeschreven adviezen te verstrekken;

2° onverminderd het bepaalde in artikel 28 van de wet, na te gaan en vast te stellen of de kandidaat-bedrijfsrevisoren de in artikelen 4, 1° tot 5°, 4 bis en 4 ter van de wet gestelde voorwaarden vervullen of naargelang, hem als lid toe te laten;

3° toezicht uit te oefenen over het opmaken en het bijhouden van het register en de ledenlijst volgens de in artikel 3 en 4 van dit reglement vastgestelde regelen;

4° het nodige te doen opdat de per 31 december van het voorafgaande jaar afgesloten ledenlijst van het Instituut vóór 31 maart wordt bekendgemaakt;

5° de titel van erebedrijfsrevisor te verlenen aan de ontslagnemmende leden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 8;

6° de toestemming te verlenen of te herroepen tot oprichting van verenigingen tussen bedrijfsrevisoren en personen die deze hoedanigheid niet bezitten of die in het buitenland al dan niet een hoedanigheid bezitten die door de Koning als gelijkwaardig is erkend met die van bedrijfsrevisor;

7° de stagiairs toe te laten en toe te zien dat de wets- en reglementsbepalingen in verband met de stage stipt worden nageleefd;

8° de vergoeding voor de kosten van onderzoek van het dossier betreffende de toelating tot de stage en de bijdrage van de kandidaat in de kosten van het toelatingsexamen en het bekwaamheidsexamen jaarlijks vast te stellen en te innen;

9° na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, de gebruikelijke controlenormen voor het vervullen van de in artikel 3 van de wet bedoelde opdrachten vast te stellen;

10° van elk besluit met algemene strekking dat hij vaststelt, aan de Hoge Raad mededeling te doen onverminderd het bepaalde in artikel 101, § 1, derde lid, van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;

11° de modaliteiten en voorwaarden inzake bezoldiging van de leden te bepalen en te controleren;

12° de verzekeringsovereenkomsten ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de leden goed te keuren;

13° de saisir la Commission de discipline en agissant soit d'office soit sur les réquisitions écrites du Procureur général près la Cour d'Appel;

14° d'interjeter appel contre une décision de la Commission de Discipline ou d'introduire un pourvoi en cassation contre une décision de la Commission d'appel;

15° de recevoir les avis, propositions et recommandations de l'assemblée générale du Conseil supérieur du Revisorat;

16° d'engager ou de licencier le personnel de l'Institut et d'en fixer les rémunérations;

17° de convoquer l'assemblée générale et de lui soumettre chaque année les comptes annuels, le budget et les rapports mentionnés à l'article 26 de la loi.

**Art. 19.** Le Conseil peut confier les enquêtes prévues par l'article 18ter, § 2, 2°, de la loi à tout membre qui est éligible comme membre du Conseil et qui est suffisamment indépendant vis-à-vis du reviseur concerné.

**Art. 20.** Le Conseil se réunit, sur convocation écrite du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins six fois l'an. La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents nécessaires. Sauf le cas d'urgence, elle est envoyée huit jours au moins avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

**Art. 21.** Le président convoque le Conseil lorsqu'au moins quatre membres en font la demande écrite. Cette demande mentionne l'objet à porter à l'ordre du jour. La séance a lieu au plus tard dix jours après l'introduction de la demande. La date de la poste fait foi de la date d'introduction.

**Art. 22.** Les réunions du Conseil sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président. En cas d'absence de l'un et de l'autre, la séance est présidée par le doyen d'âge des membres présents.

**Art. 23.** Le Conseil ne peut délibérer valablement que lorsque sept parmi ses quatorze membres au moins sont présents.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 24.** Les délibérations du Conseil sont consignées dans un procès-verbal dont le projet est envoyé aux membres et est soumis à leur approbation à la séance suivante.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président ou s'il est absent ou s'il se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le vice-président et par un secrétaire au moins; ils sont conservés au siège de l'Institut.

Le Conseil peut décider que certains documents approuvés par lui et qui sont joints en annexe au procès-verbal de la séance ne seront pas adressés à ses membres; ceux-ci peuvent toujours les consulter au siège de l'Institut.

Les délibérations et les procès-verbaux sont confidentiels. Les procès-verbaux ou les extraits de ceux-ci ne peuvent être communiqués aux membres de l'Institut ou à des tiers que par le président après accord du Conseil.

**Art. 25.** Le Conseil peut former en son sein tous comités qu'il juge utile de créer. Il en définit les attributions. Le président et le vice-président du Conseil sont d'office membre de tout comité.

Le Conseil peut aussi constituer les commissions ou groupes de travail techniques qu'il juge utiles pour accomplir l'objet de l'Institut. Le Conseil peut inviter des personnes extérieures à l'Institut à en faire partie. Ceux-ci lui soumettent leurs conclusions.

**Art. 26.** Le Conseil peut autoriser le remboursement à ses membres et aux membres des commissions ou groupes de travail techniques :

1° les frais de déplacement et autres débours qu'ils exposent pour assister aux réunions régulièrement convoquées du Conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un groupe de travail ou pour accomplir des missions qui leur sont confiées par le Conseil ou avec l'accord de celui-ci.

2° des frais exposés par eux et avec l'accord du Conseil dans l'intérêt de l'Institut.

**Art. 27.** La gestion journalière au sens de l'article 14, alinéa 4 de la loi comprend la conduite des affaires courantes, la surveillance de la situation financière de l'Institut, la direction de l'Institut, la direction du personnel et toutes autres missions définies par le Conseil, à l'exception toutefois des attributions expressément confiées au Conseil par la loi ou le règlement.

13° een zaak aanhangig te maken bij de tuchtcommissie, hetzij van ambtswege, hetzij op de schriftelijke vordering van de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep;

14° hoger beroep in te stellen tegen een beslissing van de tuchtcommissie of een voorziening in cassatie in te stellen tegen een beslissing van de Commissie van beroep;

15° de adviezen, voorstellen en aanbevelingen van de algemene vergadering en van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisorat in ontvangst te nemen;

16° het personeel van het Instituut in dienst te nemen of te ontslaan en zijn bezoldiging vast te stellen;

17° de jaarrekening, de begroting en de verslagen, vermeld in artikel 26 van de wet, aan de algemene vergadering voorleggen.

**Art. 19.** De Raad kan het onderzoek bedoeld in artikel 18ter, § 2, 2°, van de wet toevertrouwen aan elk lid dat verkiesbaar is als raadslid en voldoende onafhankelijk staat ten opzichte van de betrokken revisor.

**Art. 20.** De Raad komt bijeen op schriftelijke uitnodiging van de voorzitter, telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste zes maal per jaar. De oproeping vermeldt de agenda en is vergezeld van de vereiste documenten. Behoudens spoedgeval wordt de oproeping ten minst acht dagen vóór de vergadering verzonden. De postdatum geldt als bewijs.

**Art. 21.** De voorzitter roept de Raad bijeen wanneer ten minste vier leden schriftelijk erom verzoeken. Het verzoek vermeldt het onderwerp dat op de agenda moet worden geplaatst. De vergadering vindt plaats ten laatste tien dagen na het indienen van de aanvraag. De postdatum geldt als bewijs van de datum van indiening.

**Art. 22.** De vergaderingen van de Raad worden voorgezeten door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter. Indien beiden afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste aanwezige lid.

**Art. 23.** De Raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste zeven van de veertien leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de Raad worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

**Art. 24.** De beraadslagingen van de Raad worden opgenomen in notulen, die in ontwerp aan de leden worden toegestuurd en hen tijdens de volgende vergadering, ter goedkeuring worden voorgelegd.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter of indien hij afwezig is of in de onmogelijkheid is zijn ambt waar te nemen, de ondervoorzitter en door ten minste één secretaris ondertekend; zij worden ten zetel van het Instituut bewaard.

Door de Raad kan worden besloten dat documenten die door hem zijn goedgekeurd en die als bijlage bij de notulen van de vergadering worden gevoegd, niet aan zijn leden worden toegezonden; deze kunnen er steeds inzage van krijgen ten zetel van het Instituut.

De beraadslagingen en de notulen zijn vertrouwelijk. De notulen of de uittreksels ervan mogen aan de leden van het Instituut of aan derden enkel worden megedeeld door de voorzitter, nadat de Raad daarmee zijn instemming heeft betuigd.

**Art. 25.** De Raad mag in zijn midden alle door hem nuttig geachte comités oprichten. Hij stelt de bevoegdheden er van vast. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad zijn van ambtswege lid van elk comité.

De Raad mag technische studiegroepen of commissies oprichten die hij nodig acht tot verwezenlijking van het doel van het Instituut. De Raad kan personen vreemd aan het Instituut vragen hieraan deel te nemen. Deze leggen hem hun conclusies voor.

**Art. 26.** De Raad kan toestaan dat aan zijn leden en aan de leden van commissies en studiegroepen worden terugbetaald :

1° de reis- en andere kosten die zij maken om de regelmatig samengeroepen vergaderingen van de Raad of van een comité, commissie of studiegroep bij te wonen of om de opdrachten te vervullen, die hen door de Raad of met zijn instemming zijn toevertrouwd.

2° de door hen en met het akkoord van de Raad in het belang van het Instituut gedane uitgaven.

**Art. 27.** Het dagelijks bestuur in de zin van artikel 14, vierde lid, van de wet omvat het afhandelen van de lopende zaken, het toezicht over de financiële toestand van het Instituut, de leiding van het personeel en alle andere door de Raad bepaalde opdrachten met uitzondering evenwel van de door de wet of het reglement uitdrukkelijk aan de Raad toevertrouwde bevoegdheden.

Si un Comité exécutif est constitué, il est composé au moins du président, du vice-président et des deux secrétaires.

L'administrateur, le comité exécutif ou le président font rapport sur leur gestion chaque fois que le Conseil se réunit.

**Art. 28.** Tous les documents émanant de l'Institut doivent, pour engager celui-ci, être signés par le président ou par le vice-président, à moins que le Conseil n'ait donné délégation de signature à l'organe chargé de la gestion journalière.

**Art. 29.** La qualité de membre du Conseil se perd de plein droit lorsque le titulaire :

- 1° cesse d'être membre de l'Institut;
- 2° est l'objet à titre de peine disciplinaire d'une suspension de quelque durée qu'elle soit;

Sauf en cas de maladie, lorsqu'un membre du Conseil est absent de quatre réunions consécutives, le président l'invite à s'expliquer au cours de la réunion suivante du Conseil. S'il ne se présente pas à cette réunion, ou si le Conseil ne peut accepter les motifs d'excuse, la démission du membre est constatée par la prochaine assemblée générale et celle-ci pourvoit à son remplacement.

La démission d'un membre du Conseil n'est valablement présentée que si elle a été adressée par écrit au président de l'Institut.

Il est pourvu aux vacances par l'assemblée générale annuelle. Toutefois, lorsque plus de deux mandats sont devenus vacants, le Conseil doit, au plus tard deux mois après la survenance de la vacance du troisième mandat, convoquer une assemblée générale à l'effet de procéder à l'élection des nouveaux membres.

**Art. 30.** Les secrétaires surveillent l'organisation et le fonctionnement du secrétariat, la tenue à jour du tableau des membres et la conservation des archives. Ils sont chargés du secrétariat de l'assemblée générale. Ils préparent les assemblées générales et les séances du Conseil et en établissent le procès-verbal.

**Art. 31.** Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes sommes dues à l'Institut et il en délivre quittance.

Sans préjudice de pouvoirs similaires attribués à l'administrateur ou aux membres du Comité exécutif, il effectue tous paiements autorisés par le Conseil ou le comité exécutif.

Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget et les soumet au Conseil.

A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil un aperçu de la situation financière accompagné d'un état de l'exécution du budget.

## CHAPITRE V

### *De certaines informations à transmettre au Conseil*

**Art. 32.** Les réviseurs d'entreprises adressent à l'Institut au plus tard le 30 juin de chaque année un tableau résumant par catégorie les missions qu'il a accomplies au cours de l'année précédente et dont l'exercice est réservé aux membres de l'Institut ainsi que la rémunération qui y est attachée. Le Conseil détermine la forme de ce tableau.

Lorsque les réviseurs d'entreprises exercent leur profession dans le cadre d'une société inscrite au tableau, la société communique cette information à l'Institut. Dans ce cas, la date du 30 juin est remplacée par le dernier jour du sixième mois qui suit la clôture de l'exercice social.

**Art. 33.** Sans préjudice de l'article 32, les réviseurs d'entreprises informent l'Institut de toute mission de commissaire de société commerciale ou à forme commerciale qu'ils ont acceptée, dans le mois de la décision de l'assemblée générale ou du Président du Tribunal de Commerce qui les désigne.

Toute mission permanente de certification des comptes annuels d'une entreprise autre que les autres sociétés visées à l'alinéa précédent doit être communiquée à l'Institut dans le mois de la décision de l'organe légal ou statutaire compétent pour désigner le réviseur.

La communication d'une mission doit être effectuée au moyen d'un formulaire établi par le Conseil. La cessation des missions est communiquée par lettre ordinaire.

**Art. 34.** S'il fait l'objet d'une procédure visée à l'article 18quinquies de la loi, le réviseur d'entreprise en informe le Conseil dans le mois qui suit l'introduction de cette procédure. Il notifie le résultat de la procédure au Conseil dans le mois qui suit la décision.

Indien een Uitvoerend Comité wordt opgericht, bestaat het ten minste uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de beide secretarissen.

Telkens wanneer de Raad vergadert, brengen de administrateur, het uitvoerend comité of de voorzitter over hun bestuur verslag uit.

**Art. 28.** Alle stukken die van het Instituut uitgaan, moeten, om het Instituut te verbinden, getekend zijn door de voorzitter of door de ondervoorzitter, tenzij de Raad aan het dagelijks bestuur de ondertekeningbevoegdheid heeft toegekend.

**Art. 29.** Het lidmaatschap van de Raad vervalt van rechtswege, wanneer de betrokkene :

- 1° ophoudt lid van het Instituut te zijn;
- 2° als tuchtstraf een schorsing oploopt van welke duur deze ook moge zijn;

Behoudens ziekte, indien een raadslid tijdens vier opeenvolgende vergaderingen afwezig is, wordt hij door de voorzitter uitgenodigd om uitleg te verschaffen op de volgende vergadering van de Raad. Indien hij niet aanwezig is op die vergadering, of indien de Raad de motivering voor de afwezigheid niet kan aanvaarden, wordt het ontslag van het lid door de eerstvolgende algemene vergadering vastgesteld en voorziet deze in zijn vervanging.

Het ontslag van een lid van de Raad is slechts geldig ingediend wanneer het schriftelijk aan de voorzitter van het Instituut is gericht.

De jaarlijkse algemene vergadering voorziet in de vacatures; wanneer meer dan twee mandaten zijn opengevallen, moet de Raad, ten laatste twee maanden na het vacant worden van het derde mandaat, een algemene vergadering samenroepen ten einde tot de verkiezing van de nieuwe leden over te gaan.

**Art. 30.** De secretarissen houden toezicht op de organisatie en de werking van het secretariaat, op het bijhouden van de ledenlijst en op het bewaren van het archief. Zij zijn belast met het secretariaat van de algemene vergadering. Zij bereiden de algemene vergaderingen en de vergaderingen van de Raad voor en stellen de notulen ervan op.

**Art. 31.** De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft kwijting.

Zonder afbreuk te doen aan gelijkaardige bevoegdheden toegekend aan de administrateur of aan de leden van het uitvoerend comité mag hij alle door de Raad of het uitvoerend comité toegestane betalingen uitvoeren.

Hij stelt het ontwerp van jaarrekening en het ontwerp van begroting op en legt deze voor aan de Raad.

Op het einde van elk trimester legt hij aan de Raad een overzicht van de financiële toestand voor, vergezeld van een staat van de uitvoering van de begroting.

## HOOFDSTUK V

### *Aan de Raad te verstrekken inlichtingen*

**Art. 32.** De bedrijfsrevisoren sturen naar het Instituut, ten laatste op 30 juni van elk jaar, een tabel waarop per categorie de opdrachten vermeld worden die hij heeft verricht in het afgelopen jaar en waarvan de uitvoering aan de leden van het Instituut voorbehouden is, evenals de eraan verbonden bezoldiging. De Raad stelt de vorm van deze tabel vast.

Wanneer de bedrijfsrevisoren hun beroep uitoefenen in het raam van een vennootschap, ingeschreven op de ledenlijst, worden die gegevens door de vennootschap meegedeeld aan het Instituut. De datum van 30 juni wordt in dat geval vervangen door de laatste dag van de zesde maand die volgt op het afsluiten van het boekjaar.

**Art. 33.** Zonder afbreuk te doen aan artikel 32, brengen de bedrijfsrevisoren het Instituut op de hoogte van elke opdracht van commissaris in een handelsvennootschap of vennootschap met handelsvorm die zij aanvaard hebben en dit binnen de maand van de beslissing van de algemene vergadering of van de voorzitter van de rechtbank van koophandel die hen heeft aangesteld.

Een andere permanente opdracht van certificering van een jaarrekening van een onderneming buiten de vennootschappen bedoeld in vorig artikel, moet aan het Instituut medegedeeld worden binnen de maand van de beslissing van het wettelijk of statutair orgaan dat bevoegd is om de revisor te benoemen.

De mededeling van een opdracht moet gebeuren door middel van een door de Raad opgesteld formulier. Het beëindigen van de opdracht wordt meegedeeld bij gewone brief.

**Art. 34.** Van een hem betreffende procedure als bedoeld in artikel 18quinquies van de wet, geeft de bedrijfsrevisor aan de Raad kennis, binnen een maand na de inleiding ervan. Van de uitslag van de procedure, geeft de bedrijfsrevisor aan de Raad kennis, binnen een maand na de uitspraak.



Art. 35. Toute société de réviseurs d'entreprises communique à l'Institut ses statuts, les actes modificatifs des statuts, ses comptes annuels et le rapport de gestion, ainsi que les nominations, démissions ou révocations des membres de ses organes de gestion.

Art. 36. Tout réviseur d'entreprises qui s'associe pour l'exercice de la profession avec d'autres réviseurs ou à d'autres personnes ayant dans un Etat étranger, une qualité reconnue équivalente par le Roi, est tenu de communiquer la convention d'association au Conseil. Il doit également l'informer de la fin de cette convention.

#### CHAPITRE VI. — Des comptes et budgets

Art. 37. Le Conseil fixe la teneur du plan comptable et détermine les règles d'évaluation d'inventaire.

Avant la fin du mois de février de chaque année, le trésorier soumet au Conseil :

- 1° les comptes annuels de l'Institut clôturés au 31 décembre de l'année écoulée;
- 2° un projet de budget pour l'année nouvelle.

Les soldes éventuels des recettes ou des dépenses sont, selon le cas, reportés ou imputés à la réserve générale de l'Institut. Avec l'accord de l'assemblée générale, ils peuvent aussi être effectués en tout ou en partie à des fonds de réserve spéciaux.

Le Conseil arrête les comptes annuels qui doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des recettes et des dépenses de l'Institut pour l'année écoulée.

Ils sont établis conformément au modèle annexe au présent arrêté.

Il les soumet un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale, prévue à l'article 9 du règlement, à la vérification des commissaires qui sont tenus de déposer leur rapport quinze jours au moins avant l'assemblée. Les comptes annuels et le rapport des commissaires ainsi que le projet de budget sont joints à la convention à l'assemblée générale.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions

Art. 38. L'arrêté royal du 20 septembre 1955 établissant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 1961, 21 novembre 1964, 12 mai 1975 et 2 juillet 1982, est abrogé.

Art. 39. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1989.

Art. 40. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre des Affaires économiques et du Plan,

**W. CLAES**

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,

**M. WATHELET**

Annexe à l'arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises

#### INVENTAIRE DES ACTIFS ET PASSIFS

##### Actif

##### Actifs immobilisés :

- I. Immobilisations incorporelles
- II. Immobilisations corporelles
  - A. Terrains et constructions
  - B. Installations, machines et outillage
  - C. Mobilier et matériel roulant
  - D. Location-financement et droits similaires
  - E. Autres immobilisations corporelles
- III. Immobilisations financières  
Créances et cautionnement en numéraire

Art. 35. Elke vennootschap van bedrijfsrevisoren doet aan het Instituut mededeling van haar statuten en van de akten die de statuten wijzigen, van haar jaarrekening en van het verslag van haar raad van bestuur, evenals van de benoeming, het ontslag of de afzetting van de leden van haar bestuursorganen.

Art. 36. Elke bedrijfsrevisor die zich voor de uitoefening van het beroep verenigt met andere revisoren of met andere personen die in een ander land een door de Koning als gelijkaardig erkende hoedanigheid bezitten, is ertoe gehouden kopie van de verenigingsovereenkomst aan de Raad mede te delen. Hij moet ook de Raad op de hoogte brengen van het einde van deze overeenkomst.

#### HOOFDSTUK VI. — Rekeningen en begrotingen

Art. 37. De Raad stelt de rekeningen op volgens het model van rekeningenstelsel gevoegd bij dit besluit. Hij stelt de waarderingregels inzake de inventaris vast.

Voor het einde van de maand februari legt de penningmeester aan de Raad voor :

- 1° de jaarrekening van het Instituut afgesloten op 31 december van het afgelopen jaar;
- 2° een ontwerp van begroting voor het nieuwe jaar.

De eventuele saldi van de ontvangsten of van de uitgaven worden al naar het geval overgebracht naar of aangerekend op de algemene reserve van het Instituut. Met het akkoord van de algemene vergadering mogen zij geheel of gedeeltelijk voor bijzondere reservefondsen aangewend worden.

De Raad sluit de jaarrekening af; deze moet een getrouw beeld geven van het patrimonium, de financiële toestand en de ontvangsten en uitgaven van het Instituut over het verlopen jaar.

Deze wordt opgesteld in overeenstemming met het model in bijlage bij dit besluit.

Uiterlijk één maand vóór de datum vastgesteld voor de algemene vergadering voorgeschreven bij artikel 9 van het reglement, legt hij ze ter verificatie aan de commissarissen voor, die hun verslag ten minste veertien dagen vóór de vergadering moeten voorleggen. De jaarrekening en het verslag van de commissarissen evenals het ontwerp van begroting worden bij de uitnodiging voor de algemene vergadering gevoegd.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 38. Het koninklijk besluit van 20 september 1955 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 september 1961, 21 november 1964, 12 mei 1975 en 2 juli 1982, wordt opgeheven.

Art. 39. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1989.

Art. 40. Onze Minister van Economische Zaken en onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,  
Minister van Economische Zaken en het Plan,

**W. CLAES**

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,

**M. WATHELET**

Bijlage bij het koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren

#### INVENTARIS VAN DE ACTIVA EN PASSIVA

##### Activa

##### Vaste activa :

- I. Immateriële vaste activa
- II. Materiële vaste activa
  - A. Terreinen en gebouwen
  - B. Installaties, machines en uitrusting
  - C. Meubilair en rollend materieel
  - D. Leasing en soortgelijke rechten
  - E. Overige materiële vaste activa
- III. Financiële vaste activa  
Vorderingen en borgtochten in contanten

	Actifs circulants :
IV.	Créances à plus d'un an
V.	Stocks
	A. Publications
	B. Acomptes versés
VI.	Créances à un an au plus
	A. Créances sur les membres et résultant des activités
	1. Cotisations
	2. Droits d'inscription aux examens et tests
	3. Droits d'inscription aux séminaires et activités de formation
	4. Débiteurs publications
	5. Acomptes versés
	B. Autres créances
VII.	Placements de trésorerie
	A. Titres à revenu fixe
	B. Dépôts à terme
VIII.	Valeurs disponibles
IX.	Comptes transitoires
	Coûts à reporter
	Intérêts échus à recevoir
	Passif
	Fonds propres :
I.	Patrimoine à la fin de l'exercice précédent
	Excédent des ressources de l'année
	Patrimoine à la fin de l'exercice
II.	Plus-value de réévaluation
III.	Réserves
	Provisions pour risques et charges :
IV.	Provisions pour risques et charges
	Dettes :
V.	Dettes à plus d'un an
	A. Dettes financières
	1. Etablissements de crédit, dettes de location-financement et droits similaires
	2. Autres emprunts
	B. Autres dettes
VI.	Dettes à un an au plus
	A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
	B. Dettes financières
	1. Etablissements de crédit
	2. Autres emprunts
	C. Dettes vis-à-vis des membres et résultants des activités
	D. Dettes fiscales, salariales et sociales
	1. Impôts
	2. Rémunérations et charges sociales
	F. Autres dettes
VII.	Comptes de régularisation
	Coûts à imputer
	Cotisations payées d'avance
	Comptes des recettes et dépenses
I.	Recettes perçues des membres et activités
	A. Cotisation fixe
	B. Cotisation variable
	C. Droits d'inscription aux examens et tests
	D. Droits d'inscription aux séminaires et activités de formation
	E. Participations des réviseurs aux frais d'assemblée générale
	F. Publications
	G. Autres recettes

	Vlottende activa :
IV.	Vorderingen op meer dan één jaar
V.	Voorraden
	A. Publikaties
	B. Vooruitbetalingen
VI.	Vorderingen op ten hoogste één jaar
	A. Vorderingen op leden en uit activiteiten
	1. Bijdragen
	2. Inschrijvingsrechten examens en tests
	3. Inschrijvingsrechten seminaries en vormingsactiviteiten
	4. Debiteuren publikaties
	5. Vooruitbetalingen
	B. Overige vorderingen
VII.	Geldbeleggingen
	A. Vastrentende effecten
	B. Termijndeposito's
VIII.	Liquide middelen
IX.	Overlopende rekeningen
	Over te dragen kosten
	Te ontvangen niet vervallen interesten
	Passiva
	Eigen vermogen :
I.	Vermogen einde vorig boekjaar
	Overschot (tekort) aan inkomsten 19..
	Vermogen einde boekjaar
II.	Herwaarderingsmeerwaarden
III.	Reserves
	Voorzieningen voor risico's en kosten
IV.	Voorzieningen voor risico's en kosten
	Schulden :
V.	Financiële schulden
	A. Financiële schulden
	1. Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke
	2. Overige leningen
	B. Overige schulden
VI.	Schulden op ten hoogste één jaar
	A. Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen
	B. Financiële schulden
	1. Kredietinstellingen
	2. Overige leningen
	C. Schulden aan leden en uit activiteiten
	D. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
	1. Belastingen
	2. Bezoldigingen en sociale lasten
	F. Overige schulden
VII.	Overlopende rekeningen
	Toe te rekenen kosten
	Vooruitbetaalde bijdragen
	Rekeningen der inkomsten en uitgaven
I.	Inkomsten van leden en uit activiteiten
	A. Vaste bijdrage
	B. Veranderlijke bijdrage
	C. Inschrijvingsrechten examens en tests
	D. Inschrijvingsrechten seminaries en vormingsactiviteiten
	E. Deelname revisoren in de kosten van de algemene vergadering
	F. Publikaties
	G. Andere inkomsten

- II. Dépenses résultant des activités :
- A. Examens d'admission et tests
  - B. Séminaires et activités de formation
  - C. Assemblée générale
  - D. Dépenses de fonctionnement
    1. Conseil et Comité Exécutif
    2. Commission du Stage et jurys
    3. Commission de Surveillance
    4. Commissions de Discipline et d'Appel
    5. Autres commissions et groupes de travail
  - E. Publications
  - F. Services et biens divers
  - G. Rémunérations, charges sociales et provisions
  - H. Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles
  - I. Réductions de valeurs sur créances résultants des activités et sur stocks
  - J. Provisions pour risques et charges
  - K. Autres frais de fonctionnement
- III. Excédent (insuffisance) résultant des activités
- IV. Recettes financières
- V. Dépenses financières
- VI. Excédent (insuffisance) résultant de l'activité courante
- VII. Recettes exceptionnelles
- VIII. Dépenses exceptionnelles
- IX. Excédent (insuffisance) de recettes avant affectation aux réserves
- X. Affectation aux (prélèvement sur) réserves
- XI. Excédent (insuffisance) de recettes

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 avril 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
 Le Vice-Premier Ministre,  
 Ministre des Affaires Economiques et du Plan  
**W. CLAES**  
 Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice  
**M. WATHELET**

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS**

F. 89 — 783

14 MARS 1989. — Arrêté royal fixant les modalités d'octroi d'un congé compensatoire et d'une allocation au personnel du Fonds des Routes chargé de façon permanente de la surveillance de chantiers fonctionnant en service continu

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu le protocole du 30 décembre 1988 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du comité de secteur XIII-Travaux publics;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 28 novembre 1988;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 28 novembre 1988;

- II. Uitgaven uit activiteiten :
- A. Toelatingsexamens en tests
  - B. Seminaries en vormingsactiviteiten
  - C. Algemene vergaderingen
  - D. Werkingsuitgaven
    1. Raad en Uitvoerend Comité
    2. Stagecommissie en jury's
    3. Commissie van toezicht
    4. Tuchtcommissie en Commissie van beroep
    5. Overige commissies en werkgroepen
  - E. Publikaties
  - F. Diensten en diverse goederen
  - G. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen
  - H. Afschrijvingen op immateriële en materiële vaste activa
  - I. Waardeverminderingen op vorderingen uit activiteiten en op voorraden
  - J. Voorzieningen voor risico's en kosten
  - K. Andere werkingskosten
- III. Overschot (tekort) uit activiteiten
- IV. Financiële inkomsten
- V. Financiële uitgaven
- VI. Overschot (tekort) uit gewone activiteiten
- VII. Uitzonderlijke inkomsten
- VIII. Uitzonderlijke uitgaven
- IX. Overschot (tekort) aan inkomsten voor overboeking naar reserves
- X. Overboeking naar (onttrekking aan) reserves
- XI. Overschot (tekort) aan inkomsten

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 april 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
 De Vice-Eerste Minister,  
 Minister van Economische Zaken en het Plan  
**W. CLAES**  
 De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie  
**M. WATHELET**

**MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN**

N. 89 — 783

14 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze van toekenning van een compensatieverlof en van een toelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds die belast zijn met de voortdurende bewaking der bouwwerken met continuïteit

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op het artikel 14;

Gelet op het protocol van 30 december 1988 waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het sectorcomité XIII-Openbare Werken zijn vermeld;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 november 1988;

Gelet op het akkoord van Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 28 november 1988;